



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP/VOIRIE	OBJET : RACCORDEMENT FIBRE OPTIQUE AU MOYEN D'UNE NACELLE
Réf : FTS/FTS Réf : Ev241725	RUE ROUGET DE LISLE
	Le 01/07/2024

Le Maire de la ville de NIMES, Maire

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

VU la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu l'Avis des services techniques

Vu la demande du pétitionnaire en date du 11/06/2024,

Considérant qu'il importe de faciliter les chantiers de toutes natures dans l'agglomération nîmoise, tout en préservant la libre circulation publique.

ARRÊTE**ARTICLE 1 - STATIONNEMENT**

le 01/07/2024 de 09H00 à 11H00

Le pétitionnaire, **FREE RESEAU** est autorisé à stationner **sur la chaussée avec un camion nacelle entre le N° 17 et le N° 36 RUE ROUGET DE LISLE.**

ARTICLE 2 - CIRCULATION

le 01/07/2024 de 09H00 à 11H00

La **RUE ROUGET DE LISLE** est barrée au droit du **N° 36** et mise en impasse de la **RUE STEPHANE MALLARME** jusqu'à la **RUE D'ALBENAS**.

La vitesse est abaissée de 20km/h de part et d'autre du chantier.

Déviations : RUE STEPHANE MALLARME - RUE DE LA TOUR MAGNE - PLACE DE LA REVOLUTION - RUE PASTEUR - RUE BALORE - RUE MENARD - RUE D'ALBENAS

L'ensemble de la pré-signalisation : signalisation d'approche, de position, de fin de prescription et des déviations sont mises en place par le pétitionnaire et sous sa responsabilité.

ARTICLE 3 - Il appartient au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents. **L'accès des garages aux riverains est impérativement maintenu.**

L'ensemble de la signalisation - **panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière »** ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage sont mis en place par le pétitionnaire sur le chantier, à ses frais et sous sa responsabilité **plus de 48h avant l'exécution des prescriptions.**

La signalisation nécessaire à la sécurité du public est assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé du chantier : **FREE RESEAU - 501 rue Georges Méliès 34000 MONTPELLIER représentée par Monsieur M'Hamed TANOUTI**

ARTICLE 4 - Les usagers de la voie publique sont soumis aux indications données, soit par la signalisation, soit par les agents du service d'ordre, selon les mesures particulières imposées par les circonstances.

ARTICLE 5 - Le présent arrêté est **obligatoirement** affiché sur les lieux de l'autorisation de police de roulage.

ARTICLE 6 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 7 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- En cas de problème constaté, le pétitionnaire doit rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 8 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées, un procès verbal est dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant est redevable d'une contravention de 5ème classe, et du paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 9 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.